



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3191

Texte de la question

PRÉVISIONS DE CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Georges Tron, pour le groupe du Rassemblement pour la République.

M. Georges Tron. Merci, monsieur le président. Vous me demandez de poser ma question maintenant, ce que je fais volontiers, sans protester.

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, durant la discussion du projet de loi de finances et durant celle du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002, nous vous avons fait part de notre scepticisme face aux montages que vous nous proposiez.

Pour ce qui est de la sécurité sociale et des 35 heures, le Conseil constitutionnel vous a répondu.

Je voudrais quant à moi vous interroger précisément sur le budget de 2002.

Vous nous avez indiqué tout à l'heure que ce budget, qui présente un déficit de 200 milliards de francs, comportait des chapitres entiers qui étaient « sur-dotés », comme ceux qui concernent les bourses aux étudiants et les handicapés. Je trouve que l'adjectif « sur-dotés » est ici bizarrement employé.

J'en viens à ma question.

Depuis quelques jours, les prévisions de croissance émanant d'organismes divers se succèdent. Comme les chiffres ne viennent pas de l'opposition, ils me paraissent dignes d'être entendus par vous. *(Sourires.)*

Ainsi, selon l'OCDE, la croissance sera de l'ordre de 1,6 % et, selon la Banque centrale européenne, de 1,7 %, ou encore de 1,3 % si l'on en croit le FMI.

J'ai cru comprendre que vous commenciez à vous inquiéter de ces chiffres. Hier encore, vous avez fait quelques déclarations à leur sujet.

Etant donné que ces chiffres vont dans le même sens que ce que nous avons répété lors de toute la discussion budgétaire, voulez-vous reconnaître par vos déclarations d'hier que vous vous êtes trompé ou s'agissait-il de passer un message à votre majorité pour lui dire que l'on va droit dans le mur ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Il ne s'agit ni de l'une ni de l'autre de vos hypothèses, monsieur Tron.

Je vais essayer, fouillant au plus profond de ma mémoire, de me rappeler ce que j'ai dit hier.

Je crois que j'ai souligné essentiellement trois choses.

Premièrement, quand on examine ce qui s'est passé depuis quelques années et cette année encore, on constate que la croissance de la France a été supérieure à celle de nombre de ses voisins. Dans l'environnement international très difficile que nous connaissons, où les trois plus grandes puissances

économiques connaissent une récession - les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne ont tous les trois une croissance en dessous de zéro - la France résiste mieux quant à elle, et cela n'est pas contesté.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Deuxièmement, compte tenu des indications dont nous disposons et, en particulier, de la dégradation de l'environnement international, je pense que le premier trimestre de l'année prochaine - ce que j'ai appelé « l'hiver » -, ne sera pas économiquement facile. C'est ce que j'ai dit. Ces mots ne sont pas nouveaux dans ma bouche car je veux dire les choses telles qu'elles sont. Bien sûr, je ne peux à un *epsilon* près donner un chiffre exact, et il convient d'être très prudent. Il demeure que je suis persuadé, comme vous sans doute et comme tous ceux qui sont ici et qui observent attentivement la vie économique, que la situation ne sera pas économiquement facile.

Troisièmement, il me paraît, en revanche, à l'instar des organismes internationaux, que les perspectives de rebond sont fortes. Le travail du Gouvernement doit viser à faire en sorte que ce rebond intervienne le plus vite possible. C'est tout le sens des baisses d'impôts que nous avons décidées, du plan de consolidation de la croissance et du budget soumis à votre vote. Je constate avec satisfaction que les organisations internationales, même si elles divergent, sur le moment, en ce qui concerne la reprise économique, estiment toutes que la France connaîtra, dans la seconde moitié de l'année 2002 et, *a fortiori*, l'année suivante, une croissance plus forte, et nettement plus forte que celle de ses voisins.

Voilà ce que je peux dire à l'heure qu'il est. Tout cela signifie que nous devons tenir notre cap, faire jouer, comme nous l'avons demandé, les stabilisateurs automatiques, être sérieux dans nos prévisions de dépenses tout en restant dynamiques et confiants dans le choix de politique économique que nous avons fait.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Georges Tron](#)

Circonscription : Essonne (9^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3191

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 décembre 2001

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 décembre 2001